



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°141 22 JANVIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CEDEAO :
54EME SESSION
ORDINAIRE DE LA
CONFERENCE DES
CHEFS D'ÉTAT ET
DU
GOUVERNEMENT

CAP-VERT :
CROISSANCE DU PIB
DE 5% EN G.A. AU
TROISIEME
TRIMESTRE 2018

OUGANDA : DES
ENTREPRISES
FRANÇAISES PRE-
QUALIFIEES POUR LE
PROJET D'AUTOROUTE
KAMPALA-JINJA EN
PPP

NIGER : UNE
CONVENTION DE
CREDIT DE
23,5 M EUR AVEC
L'AFD POUR LE
FINANCEMENT D'UNE
CENTRALE SOLAIRE

NIGERIA : DEBUT DE
L'EXPLOITATION DU
CHAMP D'EGINA
PAR TOTAL

LE PROJET
D'INTERCONNEXION
TCHAD-CAMEROUN
SUR LE POINT
D'ETRE LANCE

BURKINA FASO : LE
PAYS REÇOIT UN
DON DE PRES DE 30
MDS FCFA DE LA
BELGIQUE

GUINEE : DEBUT DE
LA CAMPAGNE DE
COMMERCIALISATION
DU CAFE ET DU
CACAO

RWANDA : PLUS
DE 2 MDS USD
D'INVESTISSEMENT
EN 2018



ACTUALITE REGIONALE

▼ CEDEAO : 54ème session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et du gouvernement

Les Chefs d'Etat ont pris acte de progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de la monnaie unique de la CEDEAO. Un comité ministériel (a été formé pour finaliser les études d'impact au titre du régime de change, de l'harmonisation du cadre de politique monétaire et du modèle de la future banque centrale. Un autre groupe de travail est quant à lui en charge de proposer des noms et des signes pour la future monnaie unique au Comité ministériel. Pour rappel, une feuille de route révisée avait été adoptée en vue de l'adoption de la monnaie unique d'ici 2020. A cette occasion, les membres y ont ajouté une approche graduelle, prévoyant en premier lieu l'intégration des membres répondant aux critères de convergence macroéconomique.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ UMOA : session ordinaire du Conseil des Ministres

Le Conseil a relevé la poursuite de la dynamique favorable de la conjoncture économique, monétaire et financière au 3^{ème} trimestre 2018, avec un taux de croissance du PIB réel de 6,7% en g.a., après 6,5% un trimestre plus tôt. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,6% en 2018, comme en 2017, en lien notamment avec le dynamisme du secteur des services. Les Programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des Etats membres au titre de la période 2019-2023 indiquent que l'Union remplirait les conditions d'accès à la phase de stabilité en 2020. Le Conseil a invité les Etats membres à mettre en œuvre les mesures nécessaires et efficaces pour assurer une consolidation budgétaire en 2019.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ La Banque mondiale (BM) revoit à la hausse les perspectives de croissance du Ghana, à la baisse celles du Liberia et de la Sierra Leone, celles du Nigéria restent stables

Le rapport semestriel de la BM sur l'économie mondiale projette une croissance moyenne du PIB de 3,4% en 2019 en Afrique sub-saharienne, soit -0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport aux dernières estimations de juin 2018. Les projections pour le Nigéria restent stables, avec une croissance de 2,2% en 2019. Le Ghana voit lui ses perspectives revues à la hausse de 0,6 pdp pour une croissance de 7,3%. Enfin, le Libéria et la Sierra Leone voient tous deux leurs projections de croissance économique amputées pour 2019, de -0,2 pdp (à +4,5%) et -0,6 pdp (à +5,1%) respectivement.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : Arrivée du premier navire vraquier gros porteur au port polyvalent de Doraleh**

Le 8 janvier 2019, le port polyvalent de *Doraleh (Doraleh Multi-purpose Port)* a reçu son premier navire gros porteur, long de 229 mètres et d'une capacité de 100 000 tonnes de port en lourd. Ce navire transportant 80 000 tonnes de céréales destinées au ministère éthiopien de l'Agriculture va être déchargé durant 12 à 13 jours, avec un rythme de travail de 1200 tonnes par heure. Le DMP, ouvert en mai 2017 et partiellement détenu par la Chine, s'ajoute au port à conteneurs djiboutien (*Doraleh Container Terminal*) en eaux profondes, qui peine à faire face au volume des opérations de transbordement à destination de l'Éthiopie.

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Plus de 2 Mds USD d'investissement en 2018**

En 2018, le *Rwanda Development Board (RDB)* a enregistré 173 projets d'investissement au Rwanda pour une valeur de 2,06 Mds USD soit 21,0 % du PIB. Cela correspond à une hausse d'environ 20 %, par rapport aux montants enregistrés par le RDB en 2017 (1,7 Mds USD). 26 % de ces investissements sont destinés à des activités exportatrices. Les secteurs les plus attractifs sont le secteur manufacturier, minier, agricole et de l'agro-industrie. Selon le *Chief investment officer* du RDB, ces résultats sont la preuve de l'efficacité des initiatives du gouvernement.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : adoption par le FMI de la 1ère revue du programme FEC

Le conseil d'administration du FMI a adopté, la 1ère revue du programme de Facilité élargie de crédit avec le Burkina Faso. Bien que soulignant la bonne orientation du cadre macroéconomique du pays, le Conseil s'est montré critique en relevant (i) la persistance de goulets d'étranglement en matière d'infrastructure et (ii) la maîtrise des dépenses récurrentes, la masse salariale du secteur public étant qualifiée d'insoutenable. Le FMI préconise une réduction des recrutements dans les secteurs non prioritaires et la rationalisation des indemnités. La situation est d'autant plus préoccupante que l'important défi sécuritaire a contraint l'État à augmenter son budget sécuritaire de 21% en 2017 puis de 50% en 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : croissance du PIB de 5% en g.a. au troisième trimestre 2018

Le PIB a augmenté de 5% au T3 2018 en glissement annuel mais a ralenti de 0,9 point de pourcentage (pp) par rapport au deuxième trimestre 2018. La consommation privée a augmenté de 5,8% et l'investissement de 8,1% en g.a. Les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 9,2% en g.a tandis que les importations ont augmenté de 9,7%. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+1 pp), de la construction (0,1 pp), du commerce (0,9 pp) et de l'administration publique (0,7 pp) ont contribué positivement à la croissance du PIB au T3 alors que les secteurs de l'agriculture, des transports et de l'hébergement et restauration ont eu des contributions négatives, à hauteur respectivement de 1,2 pp, 0,2 pp et 0,4 pp.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le FMI approuve la 2ème revue du programme FEC

Le FMI a approuvé la 2^{ème} revue du programme économique et financier appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC). Les résultats obtenus dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC ont été satisfaisants pour ce qui est des objectifs de fin juin, et les réformes appuyées par le programme ont progressé. Le pays devrait enregistrer une croissance du PIB réel de 5,8% en 2018 (contre 9,9% en 2017), portée par le secteur extractif (+15% en g.a. sur le 1er semestre 2018) et celui de la construction. En 2019, le FMI table sur un taux de croissance de 5,9% grâce à la hausse des capacités de production du secteur minier et la poursuite des investissements dans les infrastructures.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : signature d'une convention de financement du projet de construction de l'échangeur de Bambéto**

Lors de sa visite officielle à Abou Dhabi, le Premier ministre guinéen a signé avec son homologue un contrat de 25 M USD pour le financement partiel du projet de construction de l'échangeur routier de Bambéto sur l'autoroute « le prince ». Le coût total du projet est estimé à 52 M USD. A noter que les études de faisabilité ont été réalisées par le cabinet Louis Berger sur financement AFD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : adoption par le parlement du projet de loi de finances initiales (LOF) 2019**

Le budget 2019 prévoit 53,4 Mds MRU (1,3 Mds EUR) de recettes et 54,1 Mds MRO (1,3 Mds EUR) de dépenses, dont 54,7% au titre du fonctionnement, 24,4% pour les investissements et 23,7% pour le service de la dette. Ce budget est basé sur une hypothèse de croissance de 4,6% du PIB réel et un taux d'inflation inférieur à 4%.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la microfinance contribue à hauteur de 59% au taux global d'utilisation des services financiers, contre 23% pour les banques**

Selon le Conseil national du crédit du Niger, le secteur de la microfinance au Niger a contribué à hauteur de 59% au taux global d'utilisation des services financiers en 2017, bien plus que les banques (23%) et la monnaie électronique (18%). Néanmoins, le secteur présente de forts signes de vulnérabilité (résultats structurellement déficitaires et faillite de plusieurs structures). Le gouvernement a initié, à cet effet, plusieurs actions visant à assainir et à redresser le secteur de la microfinance. La dernière en date est l'adoption le 28 décembre dernier, de la nouvelle Stratégie nationale de finance inclusive et son plan d'actions.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : hausse de 105,8 Mds FCFA des exportations en 2018**

Selon la Direction de la prévision des études économiques (DPEE), le déficit commercial a accusé un repli de 78,4 Mds FCFA (120 M EUR) en novembre 2018, avec des échanges extérieurs qui ont atteint 177 M EUR (contre 297 M EUR en octobre 2018). Sur les onze premiers mois de 2018, les exportations de biens ont enregistré une hausse de 105,8 Mds FCFA (161 M EUR), soit +8% par rapport à la période précédente, grâce à la bonne tenue des ventes de produits tels que les produits alimentaires (+55 M EUR pour les produits arachidières et +48 M EUR pour les produits halieutiques). Les importations progressent de +9,7%, reflétant l'augmentation d'achats de véhicules, matériels de transport, de produits pétroliers et de produits pharmaceutiques.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le budget 2019 adopté par le Parlement

Le Parlement a adopté le 28 décembre 2018 la loi de finance 2019. Le budget de l'État pour cette année est arrêté en recettes à 2 067,6 Mds (FCFA) et en dépenses à 1 564 Mds. Ce budget se solde par un excédent budgétaire de 503,6 Mds qui permettra de financer partiellement un déficit de trésorerie estimé à 1 024 Mds. Le déficit résiduel de 520,5 Mds nécessitera des financements extérieurs. Les recettes pétrolières et les recettes fiscales représentent respectivement 53 % et 41,8 % des recettes budgétaires. Les prévisions de recettes pétrolières initialement évaluées à 1 350 Mds ont été réduites à 1 054 Mds en raison de la volatilité des prix du baril de pétrole, et ce malgré la tendance haussière de la production pétrolière estimée à 131,9 M barils en 2019.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Aggravation de la sous-exécution budgétaire des comtés

Selon les données du *Controller of Budget*, si l'engagement effectif des dépenses courante telles que programmées dans le budget des comtés pour 2017/2018 s'établirait à 87 %, seules 48 % des dépenses de développement prévues sur la période auraient pour leur part été engagées (contre 65 % en 2016/17). Selon le *National Treasury*, ces performances décevantes s'expliqueraient en partie par la faiblesse des capacités administratives locales concernant les passations de marché publics et la planification stratégique des investissements. Par ailleurs, seul neuf des 47 comtés ont bel et bien respecté l'objectif de 30 % des dépenses totales allouées aux dépenses de développement pour l'année budgétaire 2017/18. En parallèle, sur la période, seuls 15 comtés ont alloué moins de 35 % du budget au paiement des salaires, un seuil renvoyant aux engagements pris lors du vote du budget 2017/18.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Manquement des objectifs de mobilisation des ressources en dépit d'une hausse de la collecte des recettes fiscales

Selon le *Draft 2019 Budget Policy Statement* récemment publié par le *National Treasury*, la mobilisation des recettes aurait augmenté de 13,5 % sur les cinq premiers mois de l'année budgétaire 2018/19 par rapport au cinq premiers mois de l'année précédente. Malgré ces résultats encourageants, les recettes totales n'auraient atteint que 6,3 % du PIB, soit 6,3 Mds USD, contre un objectif de 6,5 % soit approximativement 6,5 Mds USD. Le déficit d'environ 430 MUSD s'explique par la sous-performance de la collecte fiscale (277 MUSD) et par la sous-mobilisation de l'aide publique au développement (153 MUSD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Augmentation de 2 % des collectes fiscales pour le premier semestre**

Le directeur des services aux contribuables de l'autorité des impôts (*Tanzanian Revenue Authority*), M. Richard Kayombo, a déclaré que TRA avait collecté un total de 3,47 Mds USD au cours du premier semestre (juillet-décembre) de l'exercice budgétaire en cours, soit 578 MUSD par mois. Ce montant représente une augmentation de 2 % par rapport au dernier exercice financier. Cependant, pour financer le budget de 14,3 Mds USD et atteindre l'objectif 2018/2019 de collecter 7,8 Mds USD, TRA devrait percevoir une moyenne de 716 MUSD par mois entre janvier et juin 2019, soit un accroissement du rythme de la collecte de 20 %.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Cap-Vert : 25 M USD à CVTelecom pour le raccordement du Cap-Vert au câble à fibre optique reliant le Portugal et le Brésil

Le gouvernement capverdien octroie 25 M USD à la société de télécommunications CVTelecom afin de connecter le Cap-Vert au câble EllaLink qui devrait relier le Brésil au Portugal d'ici 2020. Cette nouvelle connexion augmentera la capacité du pays en télécommunications et en fourniture de services internet et constitue un pas décisif vers l'installation de la 5G.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale du Nigéria et MTN auraient trouvé un accord concernant le rapatriement de 8,1 Mds USD

La Banque centrale du Nigéria (CBN) reprochait depuis août à MTN, premier opérateur de téléphonie du pays, d'avoir rapatrié 8,1 Mds USD de dividendes entre 2007 et 2015 sans les autorisations adéquates. Suite à la communication de compléments d'informations fournis par MTN, un accord a été trouvé. Cependant, toujours d'après la CBN, certaines transactions de 2008 restent irrégulières car n'ayant pas obtenu son approbation finale. L'opérateur sud-africain aurait payé 53 MUSD de pénalités pour clore le contentieux. En parallèle, MTN reste accusé de taxes impayées par la justice nigériane, qui lui réclame 2 Mds USD, et devrait à ce titre être entendu dans les prochains mois.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Heritage Bank et Premium Bank déchues de leurs licences suite à la réforme bancaire

Les nouvelles exigences de capital minimum (400 MGHC, soit 72 MEUR, contre 120 MGHC précédemment) sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier. Le pays compte aujourd'hui 23 banques (dont 16 recapitalisées, 3 issues de fusions et 4 en cours de recapitalisation avec le soutien de l'Etat) contre 36 en 2017, année de lancement de la réforme. Les licences d'*Heritage Bank* et *Premium Bank* leur ont été retirées, le gouvernement a émis une obligation d'1,4 Md GHC pour protéger les avoirs de leurs déposants et leurs bilans devraient être répartis entre la structure de défaillance *Consolidated Bank* et la *Ghana Commercial Bank*. Près de 12 Mds GHC auront été déboursés par l'Etat pour mener à bien cette réforme.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Prêt de 75 MUSD de la BAfD accordé au premier groupe privé soudanais**

La BAfD a approuvé le 13 décembre 2018 un prêt de 75 MUSD au *DAL group*, premier groupe privé soudanais, positionné sur les segments agriculture et agroalimentaire, en particulier dans la production de produits laitiers. La BAfD mise sur le fort potentiel agricole du Soudan ainsi que sur l'expérience et la résilience de cette entreprise privée, reconnue pour ses performances et sa connaissance de l'environnement unique des affaires dans ce pays. Le prêt renforcera les filières intégrées du groupe par de nouvelles technologies et de nouveaux produits et conditionnements, ce qui améliorera les achats locaux de matières premières. Cet investissement complète les interventions de la BAfD au Soudan et répond à l'objectif de soutenir l'alimentation de base locale en Afrique.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Création d'un nouveau ministère des Investissements**

Le président John Magufuli a procédé, le mardi 8 janvier, à un remaniement ministériel dans lequel il a nommé Mme Angela Kairuki ministre d'État chargée des Investissements au cabinet du Premier Ministre. Auparavant, Mme Kairuki était ministre des Minéraux, remplacée par M. Dotto Biteko, jusqu'alors vice-ministre des Minéraux. Ce dernier devra "proposer de nouvelles stratégies qui permettront à la nation de tirer davantage parti du secteur minier". La création du ministère des Investissements intervient dans un contexte de tensions entre le gouvernement tanzanien et certains grands opérateurs économiques, notamment dans le secteur minier. L'objectif affiché par le président est d'accroître les investissements et de renforcer la supervision de ce secteur.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : la BEI débloque 50 M EUR pour le programme d'assainissement pluvial de Cotonou

Le programme d'assainissement pluvial de Cotonou exprimant un besoin de financement estimé à 225 Mds FCFA, avait fait l'objet d'une table ronde à Paris le 17 janvier 2018 pour tenter de mobiliser les fonds nécessaires auprès des bailleurs. 238 Mds FCFA de promesses de financement avaient été conclues, avec des engagements prévus de la Banque Mondiale (100 M USD), BOAD (40 Mds FCFA – 60 M EUR), BEI (50 M EUR) et de l'AFD (40 M EUR). L'Etat béninois a sécurisé les financements auprès de deux partenaires, la BOAD et très récemment la BEI (Banque européenne d'investissement) à l'issue de la signature d'un accord de prêt pour un montant conforme à la promesse de financement du bailleur, à savoir 50 M EUR.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Le pays est éligible au Compact régional du MCC

La réunion du 11 décembre 2018 du conseil d'administration du Millenium Challenge Corporation (MCC) a déclaré le Burkina Faso éligible à l'initiative du Compact régional, aux côtés de quatre pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin et Niger). Ainsi, outre le Compact bilatéral (2020-2025) déjà conclu avec le MCC, cette décision permettra au Burkina d'avoir un ou deux Compacts régionaux avec deux autres pays voisins éligibles. Les projets régionaux potentiels concernent l'énergie, les transports et l'économie numérique. A noter que le 2^{ème} Compact serait très avancé dans sa formulation, donnant la priorité au secteur énergétique avec un financement qui pourrait avoisiner les 300 M USD.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le pays reçoit un don de près de 30 Mds FCFA de la Belgique

Le Royaume de Belgique a fait don d'environ 29,9 Mds FCFA (45,6 M EUR) au Burkina Faso. Selon un communiqué de l'Ambassade du Royaume de Belgique, ce financement sera investi dans la région du Centre-Est, pour renforcer l'entrepreneuriat, la police de proximité et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles. Il sera mis en œuvre par Enabel, l'Agence belge du développement.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : lancement des travaux de reconstruction de la route Coyah-frontière Sierra Leone

La cérémonie de lancement a été présidée par le Chef de l'Etat guinéen, en présence du Chef de la délégation de l'UE et du représentant pays de la BAD. La réalisation de cette route, longue de 75 kms, nécessitera un investissement global de 70 M EUR, cofinancé par la BAfD et l'UE dont la contribution s'élève à 30 M EUR. Les travaux seront exécutés par deux entreprises chinoises, Henan Chine et CGC, sur 24 mois.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : l'UE décaisse un appui budgétaire de 41,7 M EUR

L'UE vient de verser au Trésor public nigérien un appui budgétaire de 41,7 M EUR au titre du budget 2018. Les fonds proviennent du Fonds européen de développement (FED), du Fonds fiduciaire d'urgence pour la migration et de l'Italie. Il s'agit de deux programmes d'appui budgétaire général pour la Consolidation de l'Etat (SBC II et SBC AJUSEN « Migrations, sécurité et gestion des frontières ») et deux programmes d'appui budgétaire sectoriel pour la mise en œuvre des réformes et des politiques dans les domaines de l'éducation et de la sécurité alimentaire (SANAD). Le montant total des déboursements d'appui budgétaire de l'UE au titre de l'année 2018 s'élève ainsi à 92,7 M EUR sur une prévision totale initiale de 105,4 M EUR.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Libéria : 3,3 MUSD d'investissement pour la réhabilitation de marchés et de centres de formation technologique

Ce financement s'inscrit dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de la commercialisation des produits agricoles de petits agriculteurs (SAPEC). Huit entreprises locales ont été sélectionnées pour la conduite des travaux. Trois nouveaux marchés seront construits dans différents comtés du pays, deux autres seront rénovés, tout comme deux centres de formation technologique, qui seront également agrandis. Le projet SAPEC devrait bénéficier à 180 000 ménages pour un coût total de 54,5 MUSD, financé à 85% par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, à 12% par la Banque africaine de développement et le reste par l'Etat libérien.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : émission d'un Sukuk Bond de 100 Mds NGN (326 MUSD) par l'Etat nigérian

Le *Sukuk Bond* a été émis le 28 décembre 2018 pour une maturité de 7 ans et un taux de rendement annuel de 15,743%. Equivalent dans la finance islamique à une obligation, il doit permettre de financer des projets d'infrastructures routières. Un premier *Sukuk Bond* avait été émis en octobre 2017 pour un montant et une maturité similaires, à un taux de rendement de 16,47%. Selon le Bureau de gestion de la dette du Nigéria l'endettement public est resté stable, à 73,2 Mds USD, entre juin et septembre 2018. La dette publique domestique a légèrement augmenté de +1,2% sur la période pour atteindre 51,6 Mds USD, contrairement à la dette externe qui a diminué de -2% pour s'établir à 21,6 Mds USD.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Le projet d'interconnexion Tchad-Cameroun sur le point d'être lancé

La Commission européenne et la Banque Africaine de Développement ont signé la convention de financement pour réaliser l'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad, et le raccordement à la Dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS) Le projet d'interconnexion, d'un coût total de 399 M EUR, est financé à 65 % par la BAD et à 7,5 % par l'Union européenne. Le projet DTS coûtera 79 M EUR et sera notamment financé par la BAD, à hauteur de 44 M EUR.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville : validation du Plan national des Transports 2019-2038**

Ce plan, qui vise l'amélioration de la gestion des transports et le développement des infrastructures et des systèmes de transport ainsi que leur interconnexion, a été validé le 10 janvier par plusieurs ministres (Plan, Equipement et entretien routier, Transports, Mines), en présence de l'ambassadeur de l'Union européenne, avant soumission au Gouvernement. Les autorités locales ont été appelées à voter rapidement la loi fixant les conditions de sa mise en œuvre. Le pays dispose de près de 35 000 km de routes et environ 886 km de voies ferrées qui demandent, pour certaines, une réhabilitation urgente, plusieurs aéroports récents et un port en eaux profondes à Pointe-Noire, dont l'extension en cours est cofinancée par l'AFD et l'UE.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Des entreprises françaises pré-qualifiées pour le projet d'autoroute Kampala-Jinja en PPP**

L'Ouganda a opté pour un modèle de partenariat public-privé pour la construction et l'exploitation de l'autoroute qui reliera la capitale Kampala à la ville secondaire de Jinja, à l'est du pays. Quatre groupements ont été présélectionnés par l'Autorité nationale des routes : un consortium mené par l'autrichien *Strabag* qui inclut Egis et Stoa, un consortium mené par Vinci, et deux groupements chinois. Le lauréat de l'appel d'offres devrait être annoncé avant la fin de cette année, afin que les travaux puissent commencer d'ici début 2020. Le projet, d'un montant estimé à 1,5 Md USD, prévoit une mise à contribution du gouvernement, soutenu par la BAD, l'AFD et l'UE, ainsi que du développeur privé qui aura notamment pour responsabilité la levée de fonds sur les marchés financiers.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Burkina Faso : résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2018-2019

La production céréalière prévisionnelle nationale 2018-2019 est estimée à 4,9 M t. Comparée à la production totale définitive de la campagne agricole 2017-2018 et à la moyenne des cinq dernières campagnes, elle est en hausse respective de 21,9% et 11,8%. La production des autres cultures vivrières est estimée à 940 k tonnes, soit une augmentation respective de 30,7% par rapport à la campagne passée. La production des cultures de rente est estimée à 1,2 M tonnes, soit une baisse de 13,3% par rapport à la campagne précédente. La situation pastorale paraît ainsi assez satisfaisante, avec un bilan prévisionnel fourrager qui fait ressortir 28 provinces excédentaires (22) ou équilibrées (06) et 17 provinces déficitaires.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : signature d'un protocole d'accord entre la PNOAAA et la SGWF pour accélérer les échanges commerciaux entre le Sénégal et la Gambie

La Plateforme nationale des organisations de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'artisanat (PNOAAA) et la Fédération sénégalienne des femmes (SGWF) ont signé un protocole d'accord visant à mutualiser leurs moyens et favoriser leurs échanges commerciaux. Il permettra notamment de mettre en place une coopérative entre femmes et jeunes entrepreneurs des deux pays, qui aurait vocation à s'étendre à l'Afrique de l'Ouest.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : début de la campagne de commercialisation du café et du cacao

La campagne de commercialisation du café et du cacao a été lancée, avec l'objectif d'augmenter les volumes et d'améliorer la qualité, afin d'éviter les pertes de la baisse de valeur. Pour accroître les volumes (3000 t de café et 2000 t de cacao en 2017), les autorités optent pour l'implantation de pépinières dans chaque localité, programme commencé grâce à un financement de 60 M USD de la Banque islamique de développement. Les crédits de campagne aux petits planteurs, la formation aux exigences des normes de qualité et la facilitation à l'accès aux décortiqueuses permettront la labellisation, en particulier pour le café. Le prix plancher est fixé à 10 000 GNF (0,96 EUR)/kg de café et 18 000 GNF (1,73 EUR)/kg de cacao.

✉ domitille.declercq@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Des prévisions d'exportation de thé en augmentation pour cette campagne**

Selon le *Tea Directorate*, le montant des exportations de thé devrait cette année augmenter de 43 MEUR par rapport à l'année dernière. Cette prévision s'appuie sur une baisse de 3 % de la production conjoint à une hausse du prix moyen export (*auction price*) de 8 %. Le volume de thé exporté devrait être de 420 000 tonnes. Les ventes locales de thé devraient être aussi en augmentation de 5 % avec un volume de 40 000 tonnes. Malgré cette hausse, le thé devrait toutefois perdre sa deuxième place comme secteur d'exportation au profit du secteur touristique. Le premier poste en termes d'apport de devises reste les transferts de fonds de la diaspora d'un montant de 2,6 Mds USD en 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Côte d'Ivoire : renforcement des capacités de la centrale thermique AZITO**

Le gouvernement ivoirien a annoncé la mise en place prochaine d'une centrale thermique additionnelle sur le site de la centrale à Azito (propriété du britannique CDC et du norvégien Norfund) dans la commune de Yopougon (Abidjan). Celle-ci comportera une turbine à gaz (179 MW) et une turbine à vapeur (74 MW), pour une production totale d'environ 2 000 GWh. Le montant total des investissements est de l'ordre de 344,2 M EUR. Les travaux devraient démarrer à la fin du premier trimestre 2019. La turbine à gaz sera opérationnelle au troisième trimestre 2020 et la turbine à vapeur au troisième trimestre 2021.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : l'Assemblée nationale ratifie les trois conventions relatives à la réalisation du projet minier intégré pour la région de Boké**

Ces conventions avaient été signées en novembre 2018 entre le gouvernement et le consortium SMB-Winning (français, singapourien, chinois et l'Etat guinéen) et portent respectivement sur (i) la construction d'une ligne de chemin de fer de 135 kilomètres dans un corridor s'étendant de la région de Boffa à la région de Boké, (ii) la production et l'exploitation industrielle de ressources de bauxite dans les zones minières de Santou II et de Houda et (iii) la construction et l'exploitation d'une raffinerie d'alumine dans la zone économique spéciale de Boké. L'investissement total devrait atteindre 3 Mds USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : les députés approuvent la ratification d'une convention de crédit de 23,5 M EUR avec l'AFD pour le financement d'une centrale solaire de 20MWc**

Le Conseil des ministres du 20 décembre dernier a adopté un projet de loi portant ratification de la convention de crédit d'un montant maximum en principal de 23,5 M EUR (15,4 milliards FCFA) signée le 31 octobre 2018 à Niamey, avec l'AFD. Pour mémoire, ces fonds sont destinés au financement partiel du projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 20 MWc minimum sur le plateau de Gorou Banda à Niamey.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Togo : le nigérian AXELA retenu pour approvisionner en gaz naturel la sous-région**

L'entreprise nigériane AXELA (ex OANDO), a conclu un contrat de transport de gaz naturel avec la société exploitant le gazoduc d'Afrique de l'Ouest, WAGPCo, pour un approvisionnement journalier de 425 000 m³. Ce nouvel accord permet de mettre fin au défaut d'approvisionnement en gaz naturel qui impactait jusque lors le Togo, notamment la centrale thermique de Lomé (100 MW) tri-fuel exploitée depuis fin 2010 par l'américain CONTOUR GLOBAL via un PPP de type ROT (Rehabilitate-Operate-Transfer). Cette dernière, qui devait initialement fonctionner au gaz naturel, s'alimentait au fioul lourd face aux défauts de livraison du gaz, pour un coût d'achat nettement supérieur. L'arrivée d'AXELA permet de réduire significativement le prix de cession du kWh auprès de l'off-taker (CEET – compagnie nationale de distribution).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : début de l'exploitation du champ d'Egina par Total**

L'extraction de pétrole par la plus grande unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) jamais réalisée par l'entreprise française a débuté fin décembre 2018. La FPSO dispose d'une capacité de production de 200 000 bpd, soit 10% de la production nigériane. Lancé en 2013, le projet a été mené sur le bloc OML 130, à 200 km au large de Port Harcourt, grâce à un partenariat entre Total (24%), la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC), SAPETRO (15%, Nigéria), la *China National Offshore Oil Corporation* (45%) et Petrobras (16%, Brésil). Le coût final du projet serait 10% inférieur au budget initial, estimé à environ 16 Mds USD. Six des 18 modules de la FPSO ont été construits au Nigéria.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Gel de l'attribution des contrats de rachat d'électricité par le distributeur KPLC**

Le président de l'entreprise de distribution d'électricité KPLC a annoncé un gel de l'attribution des contrats de rachat d'électricité en raison de la situation de surcapacité et des difficultés financières de l'entreprise. Une trentaine de développeurs se trouvent ainsi bloqués alors même que les négociations pour leur contrat de rachat étaient en cours, sans compter les projets en attente du début des négociations. Malgré une légère hausse de ses recettes, KPLC a enregistré une baisse de profit de plus de 60 % l'an passé, en raison notamment de coûts de financement élevés et des surcoûts entraînés par les surcapacités. La capacité installée a atteint 2 650 MW fin 2018 contre une demande de pointe à 1 800 MW, tandis que 2 000 MW supplémentaires devraient être mis en service d'ici 2024.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Niger : la cimenterie de Malbaza produit sa première tonne de ciment**

La cimenterie de Malbaza dans la région de Tahoua a commencé ses activités. Sa première tonne de ciment est sortie d'usine le 28 décembre dernier. Cette cimenterie, dotée d'une capacité de production de plus de 650 000 tonnes par an, devrait couvrir désormais 80% des besoins du marché domestique, ce qui permettra de réduire de manière drastique les importations de ce produit. Cette nouvelle structure, à capitaux privés majoritairement nigériens, emploie actuellement 347 salariés dont 276 Nigériens.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Services**

▼ **Togo : nouvelle liaison Lomé-Los Angeles opérationnelle**

La compagnie Ethiopian Airlines a inauguré le 17 décembre 2018 sa nouvelle ligne Lomé-Los Angeles. Trois vols seront proposés chaque semaine (lundi, mercredi, vendredi), en partance d'Addis-Abeba. Il s'agit de la deuxième liaison à destination des Etats-Unis qui est assurée par la compagnie, après celle Lomé-New York (aéroport de Newark).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la compagnie aérienne nigériane Green Africa Airways (GAA) commande 100 Boeing 737 MAX 8**

La commande atteint une valeur totale de 11,7 Mds USD avec la moitié des 100 avions en option. À noter également dans le secteur, 8,7 Mds NGN (22 MEUR) ont été inscrits dans la proposition de budget fédéral 2019 pour *Nigeria Air*, malgré la suspension du projet de compagnie aérienne nationale. Par ailleurs, le nouveau terminal de l'aéroport international d'Abuja a été inauguré par le Président Buhari le 20 décembre dernier. D'une capacité annuelle de 15M de passagers, il a été construit par la *China Civil Engineering Construction Corporation* pour un coût de 200 MUSD. Selon le Bureau national des statistiques, le trafic aérien au Nigéria s'élevait à 3,6M de passagers au 2^{ème} trimestre 2018.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Burkina Faso : 5 Mds FCFA pour financer les PME

L'Agence de financement et de promotion des Petites et moyennes entreprises (AFP-PME) et Orabank ont signé une convention cadre de partenariat pour le financement des petites et moyennes entreprises (PME), le 20 décembre 2018 à Ouagadougou, en présence du ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat (MCIA). Cette convention permettra de mettre à la disposition des PME au moins 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) par an, soit 15 Mds FCFA (22,8 M EUR) sur les trois premières années. Selon le MCIA, les PME représenteraient plus de 90% du tissu des entreprises du Burkina Faso pour une contribution au PIB évaluée entre 35% et 40%.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : révision des principes de prise de participation publique dans les entreprises

Le Conseil des ministres a décidé de réviser les modalités de prise de participation de l'Etat et a retenu le principe de la limitation à une participation minoritaire de l'Etat dans les entreprises. A cet effet, il sera procédé à un redimensionnement du portefeuille étatique au nombre de 82 entreprises, avec de nouvelles propositions de cessions de parts de l'Etat dans les entités sélectionnées suivant les critères appropriés. Les sociétés ne pouvant faire l'objet de désengagement, seront sujettes à un suivi rapproché sur la base de la généralisation des contrats de performance et sur la base de la mise en œuvre de dispositifs d'anticipation et de gestion des risques.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 577 M EUR de l'AFC pour la restructuration de la Société Ivoirienne de raffinage

L'Africa Finance Corporation (AFC) a conclu un prêt syndiqué de 577 MEUR avec la Société Ivoirienne de raffinage (SIR). Cette transaction a impliqué cinq autres banques, panafricaines pour la plupart. Ce prêt doit permettre à la SIR de rembourser ses dettes relatives à la fourniture de pétrole brut, et de moderniser ses installations pour satisfaire aux normes internationales. La SIR est considéré comme un atout stratégique pour la Côte d'Ivoire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : mise à niveau des entreprises : 1,75 M EUR de financement pour des sociétés de la zone Nord du Sénégal**

Le Bureau de mise à niveau des entreprises (BMN) a approuvé un financement de 1,75 M EUR en faveur de neuf entreprises de la région de Saint-Louis, suite à une convention que les bénéficiaires ont signée avec l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME). Cette initiative est mise en œuvre par l'Etat du Sénégal, l'UE et l'AFD pour la période 2017- 2020. Elle vise à soutenir la création et le développement des PME, ainsi que la formation des jeunes dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Tambacounda, Saint-Louis, Louga et Matam, afin de lutter contre les causes de l'émigration clandestine.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : cinq entreprises en lice pour la concession du port autonome de Douala**

La direction du PAD a rendu publique une liste d'opérateurs pré-qualifiés pour la concession de son terminal à conteneurs. L'entreprise française CMA Terminals y figure aux côtés de Dubaï Port World, Hutchison Port Investments Ltd, Red Sea Gateway Terminal et Terminal Investment Ltd. Le consortium franco-danois Bolloré-APM Terminals, concessionnaire depuis 15 ans du port de Douala et dont le contrat arrive à expiration en décembre 2019, ne figure pas sur cette liste.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 2 Mds FCFA débloqués pour l'indemnisation de 772 personnes concernées par les emprises du barrage de Nachtigal**

Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), en charge du développement et de l'exploitation du projet de centrale hydroélectrique de Nachtigal, a procédé à des indemnisations relatives à la ligne et à la cité d'exploitation. L'opération a été menée par une commission de paiement des indemnisations constituée de représentants de la Région Centre, des ministères de l'eau et de l'énergie, du développement urbain et de l'habitat, des Sous-préfets, des Chefs de Village et de la NHPC. Ce projet va permettre de disposer d'une source additionnelle importante de production d'électricité stable.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : Olam et l'Etat tchadien signent la convention de reprise et de garantie du passif de la CotonTchad SN**

L'Etat tchadien prendra à sa charge les dettes fiscales, les dettes auprès du Centre National de Protection Sociale, les dettes auprès des cotonculteurs et auprès des fournisseurs et prestataires pour un total de 35,5 Mds FCFA, soit environ 54 M EUR.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le Gouvernement renouvelle le contrat de Cotecna**

Par une note de service signée le 7 janvier 2019, le Premier ministre congolais a suspendu jusqu'à nouvel ordre la décision du ministre des Finances et du Budget du 26 octobre 2018 de rompre le contrat de service qui lie l'Etat congolais à la société Cotecna. Ce contrat signé en avril 2015 avait été interrompu par le ministre des Finances au profit de la société Webb Fontaine dont le siège se situe à Dubaï. Cotecna demeure à cet effet l'interlocuteur désigné par l'État pour travailler avec l'ensemble des intervenants du processus de dédouanement. Elle apporte son expertise au pays dans les domaines de l'analyse, de l'inspection, de la certification et à la formation des douaniers.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Acacia Mining sanctionné par les autorités**

Acacia Mining a déclaré que sa mine d'or en Tanzanie avait été condamnée à une amende de 130 000 USD pour violation présumée des règles environnementales. L'entreprise détenue majoritairement par la société canadienne *Barrick Gold*, la plus grande société aurifère au monde, a déclaré que sa mine de *North Mara* "évalue actuellement les fondements techniques des allégations de non-conformité". L'amende intervient alors que *Barrick Gold* tente à nouveau de trouver une solution au conflit prolongé avec la Tanzanie, qui a débuté en 2017 à la suite d'accusations du président tanzanien John Magufuli selon lesquelles la société n'aurait pas payé 40 Mds USD d'impôts sur la période allant de 2000 à 2017, auxquels s'ajoutait 150 Mds USD d'intérêts et pénalités.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : Yaoundé accueillera la 7e édition du salon Promote

La 7^{ème} édition du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé, baptisé Promote 2019, se déroulera du 16 au 24 février 2019. Avec plus de 1 000 exposants et 120 000 visiteurs attendus, il s'agit du plus grand salon en Afrique Centrale. Les entreprises françaises seront représentées au sein du Pavillon France. Plusieurs secteurs clés seront mis à l'honneur lors de cette édition, parmi lesquels les ENR, le numérique et l'industrie agroalimentaire.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

